

L’Unité localisée d’inclusion scolaire en Lycée. Professionnel.

**Y.LASFARGUES. I.E.N ASH**

**P.GENTIL. IMF ASH**

**F. EHLINGER CPAIEN ASH**

Franck L1G

Notes de synthèse sur les formations proposées aux élèves en situation de handicap.



Table des matières

1. Le contexte législatif et réglementaire 3

Loi n° 1975 – 534 du 30 juin 1975. Loi d’orientation en faveur des personnes handicapées. 3

Loi n° 1989 – 486 du 10 juillet 1989. Loi d’orientation sur l’éducation. 3

Circulaire n° 95 – 125 du 17 mai 1995. Mise en place des UPI, unités pédagogiques d’intégration. 3

Circulaire n° 99 – 187 du 19 novembre 1999. Scolarisation des enfants et adolescents handicapés. 3

Loi n° 2003 – 400 du 30 avril 2003, relative aux assistants d’éducation 3

Loi n° 2005 – 102 du 11 février 2005. Pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. 4

Décret n° 2005 – 1752 du 30 décembre 2005 relatif au parcours de formation des élèves présentant un handicap. 4

Circulaire n° 2006 – 126 du 17 août 2006 relative à la mise en œuvre et au suivi du projet personnalisé de scolarisation, PPS. 4

Circulaire n° 2010 – 088 du 18 juin 2010. Dispositif collectif au sein d’un établissement du second degré. 5

Circulaire n° 2015 – 129 du 21 aout 2015. Scolarisation des élèves en situation de handicap. Unités localisées pour l’inclusion scolaire, dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré. 5

2. Focus sur les formations proposées en lycée professionnel dans le 77. 7

3. Un parcours ordinaire. 8

4. Une procédure d’orientation planifiée. 8

5. Description des métiers. 9

CAP ATMFC. Assistant Technique en Milieu Familial et Collectif. 9

CAP Blanchisserie. 15

6. Le fonctionnement de l’U.L.IS.S L.pro. 16

Modalités de scolarisation. 16

7. Les aménagements pédagogiques 16

8. Les démarches pédagogiques 0

9. Les différentes étapes de préparation à l’orientation en collège. 0

Dès la classe de 6è /5è : 0

Ce qui serait souhaitable : 1

Un outil nécessaire : 2

**L’U.L.I.S. LP en Seine et Marne**

# 1. Le contexte législatif et réglementaire

## Loi n° 1975 – 534 du 30 juin 1975. Loi d’orientation en faveur des personnes handicapées.

La prévention et le dépistage des handicaps, les soins, l’éducation, la formation et l’orientation professionnelle, l’emploi, la garantie d’un minimum de ressources, l’intégration sociale et l’accès aux sports et aux loisirs du mineur et de l’adulte handicapés physiques, sensoriels ou mentaux constituent une obligation nationale. Les enfants et adolescents handicapés sont soumis à l’obligation éducative. L’éducation spéciale associe des actions pédagogiques, psychologiques, sociales, médicales et paramédicales : elle est assurée, soit dans des établissements ordinaires, soit dans des établissements ou des services spécialisés. Elle peut être entreprise avant et poursuivie après l’âge de la scolarité obligatoire.

Dans chaque département est créée une commission de l’éducation spéciale.

## Loi n° 1989 – 486 du 10 juillet 1989. Loi d’orientation sur l’éducation.

L’éducation est la première priorité nationale. Le droit à l’éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d’élever son niveau de formation initiale et continue, de s’insérer dans la vie sociale et professionnelle, d’exercer sa citoyenneté.

## Circulaire n° 95 – 125 du 17 mai 1995. Mise en place des UPI, unités pédagogiques d’intégration.

Les unités pédagogiques d’intégration des collèges peuvent accueillir des élèves entre 11 et 16 ans dont le handicap est compatible avec une scolarité en collège. Souple et évolutif, ce dispositif se fonde sur l’alternance de regroupements pédagogiques spécifiques d’élèves handicapés et de périodes d’**intégration** dans des classes ordinaires.

L’action pédagogique entreprise dans les UPI a pour objectif, comme pour tous les élèves accueillis dans l’institution scolaire, le développement optimal des capacités cognitives, de l’efficience scolaire, de la sensibilité, du sens de la coopération, de la solidarité et du civisme.

## Circulaire n° 99 – 187 du 19 novembre 1999. Scolarisation des enfants et adolescents handicapés.

La scolarisation est un droit. La scolarisation de tous les enfants et adolescents, quelles que soient les déficiences ou maladies qui perturbent leur développement ou entravent leur autonomie est un droit fondamental. Tous les jeunes, quels que soient les besoins éducatifs qu'ils présentent, doivent trouver dans le milieu scolaire ordinaire la possibilité d'apprendre et de grandir avec les autres pour préparer leur avenir d'hommes et de femmes libres et de citoyens. L'accueil est un devoir. Chaque école, chaque collège, chaque lycée a vocation à accueillir, sans discrimination, les enfants et adolescents handicapés dont la famille demande l'intégration scolaire.

La démarche de l'intégration est le projet individualisé. Pour atteindre ces objectifs, il faut toujours conjuguer dans une démarche commune les attentes du jeune et de sa famille, l'action des enseignants et celle, indispensable, des équipes de soins et d'accompagnement. C'est la démarche du projet individualisé qui s'appuie sur une évaluation précise et continue des besoins de chaque enfant et de chaque adolescent, à partir de laquelle les adaptations et les assouplissements qui s'imposent sont définis.

Le projet d'intégration doit être évolutif. Il est nécessaire de prendre en compte de façon dynamique les changements survenant dans la situation de chaque enfant et de chaque adolescent : les progrès de ses acquisitions, les incidences de son développement et les évolutions de son handicap.

## Loi n° 2003 – 400 du 30 avril 2003, relative aux assistants d’éducation

Des assistants d'éducation peuvent être recrutés par les établissements d'enseignement pour exercer des fonctions d'assistance à l'équipe éducative, fonctions en lien avec le projet d'établissement, notamment pour l'encadrement et la surveillance des élèves et l'aide à l'accueil et à l'intégration scolaires des élèves handicapés, y compris en dehors du temps scolaire.

## Loi n° 2005 – 102 du 11 février 2005. Pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d’activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d’une altération substantielle, durable ou définitive d’une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d’un polyhandicap ou d’un trouble de santé invalidant.

Tout enfant, tout adolescent présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l’école ou dans l’un des établissements mentionnés à l’article L 351-1, le plus proche de son domicile, qui constitue son établissement de référence.

Afin d’offrir un accès unique aux droits et prestations, à toutes les possibilités d’appui dans l’accès à la formation et à l’emploi et à l’orientation vers des établissements et services ainsi que de faciliter les démarches des personnes handicapées et de leur famille, il est créé dans chaque département une maison départementale des personnes handicapées. Elle exerce une mission d’accueil d’information, d’accompagnement des personnes handicapées et de leur famille, ainsi que de sensibilisation de tous les citoyens au handicap. Elle met en place et organise le fonctionnement de l’équipe pluridisciplinaire. Elle assure à la personne handicapée et sa famille l’aide nécessaire à la formulation de son projet de vie, l’aide nécessaire à la mise en œuvre des décisions prises par la commission des droits et de l’autonomie des personnes handicapées, l’accompagnement et les médiations que cette mise en œuvre peut requérir.

## Décret n° 2005 – 1752 du 30 décembre 2005 relatif au parcours de formation des élèves présentant un handicap.

Le parcours de formation de l’élève s’effectue en priorité en milieu scolaire ordinaire, dans son établissement scolaire de référence. (...) L’élève reste inscrit dans son établissement scolaire de référence s’il est contraint d’interrompre momentanément sa scolarité en raison de son état de santé et de recevoir un enseignement à domicile, en ayant recours, si besoin, à des modalités aménagées d’enseignement à distance.

Un projet personnalisé de scolarisation définit les modalités de déroulement de la scolarité et les actions pédagogiques, psychologiques, éducatives, sociales, médicales et paramédicales répondant aux besoins particuliers des élèves présentant un handicap.

## Circulaire n° 2006 – 126 du 17 août 2006 relative à la mise en œuvre et au suivi du projet personnalisé de scolarisation, PPS.

L’emploi du temps scolaire de l’élève handicapé s’organise sur une base hebdomadaire, en intégrant le cas échéant les différents temps et lieux de sa scolarisation. L’équipe de suivi de la scolarisation organise alors son emploi du temps, en respectant le volume horaire décidé par la commission des droits et de l’autonomie des personnes handicapées (CDA) s’il ne s’agit pas d’un temps plein, mais aussi en fonction des contraintes liées aux transports que l’élève doit emprunter ainsi qu’à ses obligations consécutives à d’éventuelles prises en charge extérieures à l’établissement, que celles-ci aient été décidées par la CDA en tant que mesures d’accompagnement prévues par le projet personnalisé de scolarisation, ou qu’elles ne nécessitent pas de notification par cette commission. L’équipe de suivi de la scolarisation comprend nécessairement les parents ou représentants légaux de l’élève handicapé mineur ou l’élève handicapé majeur, ainsi que l’enseignant référent qui a en charge le suivi de son parcours scolaire. Elle inclut également le ou les enseignants qui ont en charge sa scolarité (...), ainsi que les professionnels de l’éducation, de la santé (y compris du secteur libéral) ou des services sociaux qui concourent directement à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation (...). Les chefs d’établissement des établissements publics locaux d’enseignement et des établissements privés sous contrat, les directeurs des établissements de santé ou médico-sociaux, les psychologues scolaires, les conseillers d’orientation-psychologues, ainsi que les personnels sociaux et de santé de l’éducation nationale font partie de l’équipe de suivi de la scolarisation.

La mission de l’équipe de suivi de la scolarisation est de faciliter la mise en œuvre et d’assurer le suivi du projet personnalisé de scolarisation, PPS, décidé par la commission des droits et de l’autonomie des personnes handicapées (CDA). Elle exerce une fonction de veille sur le déroulement du parcours scolaire de l’élève handicapé afin de s’assurer :

- que l’élève bénéficie des accompagnements particuliers que sa situation nécessite : accompagnements pédagogiques, éducatifs, thérapeutiques ou rééducatifs, aides techniques et humaines, ...

- que ce parcours scolaire lui permet de réaliser, à son propre rythme si celui-ci est différent des autres élèves, des apprentissages scolaires en référence à des contenus d’enseignement prévus par les programmes en vigueur à l’école, au collège ou au lycée.

## Circulaire n° 2010 – 088 du 18 juin 2010. Dispositif collectif au sein d’un établissement du second degré.

À compter du 1er septembre 2010, tous les dispositifs collectifs implantés en collège et en lycée pour la scolarisation d'élèves en situation de handicap ou de maladies invalidantes sont dénommés unités localisées pour l'inclusion scolaire, ULIS, et constituent une des modalités de mise en œuvre de l'accessibilité pédagogique pour ces élèves.

Elles constituent un dispositif collectif au sein duquel certains élèves handicapés se voient proposer une organisation pédagogique adaptée à leurs besoins spécifiques et permettant la mise en œuvre de leurs projets personnalisés de scolarisation.

Elles sont parties intégrantes de l'établissement scolaire dans lequel elles sont implantées. Les élèves scolarisés au titre de l'ULIS sont des élèves à part entière de l'établissement et leur inscription se fait dans la division correspondant à leur projet personnalisé de scolarisation (PPS).

Dans le cadre du bassin de formation et en vue d'offrir aux élèves un choix plus étendu de formations professionnelles, l'ULIS peut être organisée sous la forme d'un réseau regroupant plusieurs lycées professionnels. L'objet de l'ULIS en réseau est de mutualiser les lieux de formation possibles afin de faciliter la mise en adéquation du projet professionnel du jeune avec son projet personnalisé de scolarisation.

## Circulaire n° 2015 – 129 du 21 aout 2015. Scolarisation des élèves en situation de handicap. Unités localisées pour l’inclusion scolaire, dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré.

À compter du 1er septembre 2015, qu'ils soient situés dans une école, un collège ou un lycée, les dispositifs de scolarisation des établissements scolaires destinés aux élèves en situation de handicap sont dénommés unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis). L'appellation « classe pour l'inclusion scolaire » (Clis) est donc remplacée par « unité localisée pour l'inclusion scolaire - école » (Ulis école).

Les Ulis, dispositifs ouverts, constituent une des modalités de mise en œuvre de l'accessibilité pédagogique.

Les élèves orientés en Ulis sont ceux qui, en plus des aménagements et adaptations pédagogiques et des mesures de compensation mis en œuvre par les équipes éducatives, nécessitent un enseignement adapté dans le cadre de regroupements.

La présente circulaire a pour objet d'actualiser les indications relatives aux modalités d'organisation et de fonctionnement de ces dispositifs.

Une circulaire spécifique est consacrée aux Ulis des lycées professionnels.

Les élèves bénéficiant de l'Ulis participent aux activités organisées pour tous les élèves dans le cadre du projet d'école ou d'établissement.

Les élèves bénéficiant de l'Ulis sont des élèves à part entière de l'établissement scolaire, leur classe de référence est la classe ou la division correspondant approximativement à leur classe d'âge,  conformément à leur projet personnalisé de scolarisation (PPS). Ils bénéficient de temps de regroupement autant que de besoin.

L'action du coordonnateur s'organise autour de 3 axes :

- l'enseignement aux élèves lors des temps de regroupement au sein de l'Ulis ;

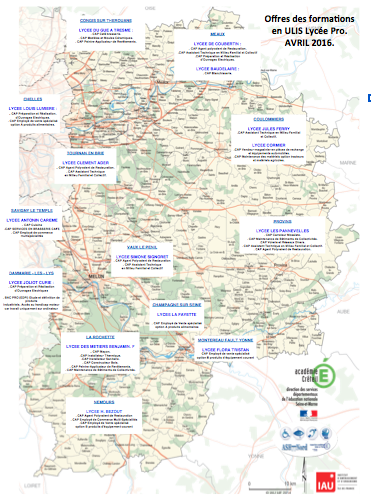
- la coordination de l'Ulis et les relations avec les partenaires extérieurs ;

- le conseil à la communauté éducative en qualité de personne ressource.

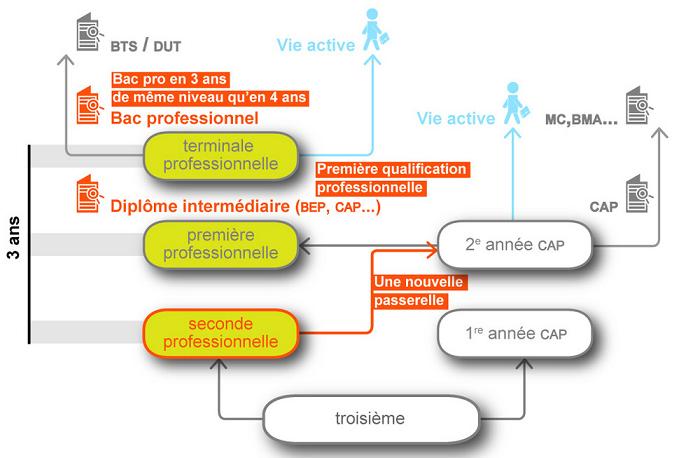
…….

…….

# 2. Focus sur les formations proposées en lycée professionnel dans le 77.



# 3. Un parcours ordinaire.

****

Comme tout élève de troisième, sortant de collège, les élèves d’ULIS peuvent accéder, en fonction de leurs capacités et de leur projet personnel d’orientation, à la voie professionnelle. Deux types de diplômes sont accessibles, les Bac Professionnels et les CAP, certificat d’aptitude professionnelle.

Le bac pro offre une qualification reconnue sur le marché de l’emploi et répond à la demande des entreprises de la production et des services. L’enseignement s’appuie sur un métier et comprend des périodes de formation en entreprise. Il se prépare en trois ans avec vingt-deux semaines de formation en milieu professionnel. La formation au CAP vise l’acquisition de techniques précises pour apprendre un métier. Il se prépare en deux ans avec de douze à seize semaines de formation en milieu professionnel.

# 4. Une procédure d’orientation planifiée.

Pour une orientation professionnelle en milieu ordinaire, les dossiers des élèves sont traités dans le cadre de la procédure d'affectation informatisée AFFELNET, AFFectation des élèves par le NET, après constitution d'un dossier médical.

Le médecin scolaire élabore le dossier médical et le transmet sous pli confidentiel au médecin conseiller technique du DASEN. A ce dossier est jointe la fiche des vœux de l'élève. Chaque élève peut formuler jusqu’à quatre vœux dans les lycées professionnels publics de l'éducation nationale et de l'agriculture.

Parallèlement à la constitution du dossier, la saisie des vœux est effectuée par l’établissement d’origine de l’élève via la procédure AFFELNET. Le dossier est examiné par une commission préparatoire à l'affectation pilotée par l'inspectrice de l'éducation nationale chargée de l'information et de l'orientation, IEN IO, représentant le DASEN. Cette commission décide d'attribuer, ou non, sur un ou plusieurs vœux, un bonus handicap de 999 points qui garantit l'affectation. Le caractère décisif de ce bonus implique d'être attentif à des situations particulières, par exemple la nécessité d'affecter un candidat dans une formation compatible avec son handicap ou encore dans un établissement à proximité de centres de soins.

Pour une orientation professionnelle dans le cadre de l’ULIS Pro, les dossiers des élèves sont également traités dans le cadre de la procédure d'affectation informatisée AFFELNET. L'affectation en ULIS Pro est cependant conditionnée par une notification de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées, CDAPH.

Un avis médical est demandé. Le médecin scolaire élabore cet avis médical et le transmet sous pli confidentiel au médecin conseiller technique du DASEN. La formulation des vœux de l'élève est faite sous la responsabilité de l'IEN ASH et des enseignants référents. La saisie des vœux est effectuée par l’établissement d’origine de l’élève via la procédure AFFELNET.

Les élèves en situation de handicap qui ne bénéficient d'aucun bonus peuvent être candidats dans la voie professionnelle, sous réserve qu'une grande vigilance soit accordée à l'élaboration de leurs projets. Dans ce cas, l'affectation informatisée s'effectue comme pour tous les autres candidats sur la base d'un barème. Ce barème prend en compte les notes obtenues par l’élève dans l’année et certaines compétences telles que son engagement dans des démarches pour élaborer son projet d’orientation, sa connaissance des formations et des métiers, son implication lors de séquences d'observation en entreprise, sa participation à la vie d'un groupe tout en respectant les règles de vie collective ... Le chef d’établissement émet également un avis relatif à la qualité de l'élaboration du projet de l'élève et à ses motivations.

Dans tous les cas, les résultats de l’affectation sont connus fin juin. Il reste alors à l’élève et à sa famille à aller s’inscrire dans le lycée professionnel d’affectation.

# 5. Description des métiers.

****

## CAP ATMFC. Assistant Technique en Milieu Familial et Collectif.

Le titulaire exerce dans les services techniques de structures collectives publiques ou privées (maison de retraite...), chez les particuliers ou par l'intermédiaire d'un organisme prestataire.  
Selon la structure qui l'emploie et selon son contrat avec l'employeur, il travaille seul ou en équipe et réalise tout ou partie des activités suivantes :

- entretien des espaces de vies (salon, chambre, cantine...)  
- entretien du linge et des vêtements : il lave, repasse, range, ou prépare et réceptionne lorsque ce service est externalisé préparation des repas : il réceptionne les denrées ou fait lui-même l'approvisionnement, réalise les préparations froides et chaudes simples, au besoin selon des spécifications particulières (régime...) et fait le service en respectant les consignes et règlementation relatives à l'hygiène et à la sécurité́ .

****

**CAP PROE. Préparation et réalisation d’ouvrages électriques.**

Le titulaire de ce CAP intervient en tant qu'électricien dans les secteurs du transport, de la distribution, des équipements et installations électriques. Il installe, met en service, entretient et répare des ouvrages électriques, principalement en basse tension (domaine BTA : en dessous de 500 V en alternatif et de 750 V en continu). Il intervient, sous la responsabilité d'un chargé de travaux, sur les installations de logements individuels ou collectifs, de bâtiments industriels, d'immeubles de bureaux, de réseaux.

****

**CAP EVS. Employé de vente spécialisé.**

Placé sous l’autorité du commerçant où du responsable du point de vente ou du rayon le titulaire de ce CAP accueille et informe le client. Il lui présente les caractéristiques techniques et commerciales des produits, le conseille et conclu la vente. Il propose des services d’accompagnement et contribue à la fidélisation de la clientèle. Il participe par ailleurs à la réception, à la préparation et à la mise en valeur des produits.

****

**CAP Café Brasserie.**

Le titulaire de ce CAP participe à la vente et à l'accueil des clients dans les brasseries. Il participe à la gestion des stocks et à l'entretien des locaux et du matériel. Il met en place le comptoir, la salle et la terrasse, et approvisionne les dessertes, les meubles réfrigérés ou la cave du jour. Il accueille les clients et les conseille, prend les commandes, assure le service et encaisse le montant des consommations. Il réalise certaines préparations et se charge de la présentation de certains mets ou boissons. Il sait travailler vite tout en restant disponible pour les clients. Ce métier suppose d'être physiquement résistant pour supporter les horaires décalés, la station debout et le rythme de travail.

****

**CAP Signalétique**

Le titulaire de ce CAP réalise, à l'unité ou en série, des produits à vocation publicitaire, à vocation d'information ou de communication visuelle, ou des produits décoratifs. Il représente le projet en dessin ou en maquette PAO avant de le réaliser et de mettre en place les lettrages, graphismes et décors. Il utilise des outils traditionnels (découpe, impression, peinture) et des logiciels spécialisés. Par ailleurs, il participe à l'accueil des clients et des fournisseurs.

****

**CAP Céramique**

Le titulaire de ce diplôme est capable, à partir d'une fiche technique, de relever les dimensions de l'objet à exécuter, de déterminer la quantité de pâte nécessaire et de réaliser une ébauche à la main. Il surveille le raffermissement de la pièce ébauchée afin de l'amener dans un état adéquat aux opérations de tournassage, de garnissage et de finition. Le tournassage consiste à enlever l'excédent de pâte, le garnissage à ajouter les garnitures (anses, becs…). Après finition, il suit et contrôle le séchage de la pièce jusqu'à son enfournement. Il sait lire un plan coté, choisir la pâte et réaliser le modèle en prévoyant le comportement des pièces au séchage et à la cuisson.

****

**CAP Peintre en bâtiment**

Application des peintures et des vernis, isolation, étanchéité... Les compétences du peintre en bâtiment sont variées. Connaître les matériaux et maîtriser les techniques ne suffit pourtant pas : il faut aussi posséder l'oeil et le savoir-faire d'un artiste pour bien utiliser les couleurs, harmoniser les diverses nuances et créer une atmosphère.

Polyvalent, il s'adapte à tout type de chantier et s'intéresse aux différents revêtements utilisés dans le bâtiment : peintures décoratives, mais aussi moquettes collées, revêtements vinyliques, plaques de liège, etc. Doté d'une bonne condition physique, il fait preuve de beaucoup de patience, de minutie, d'habileté et de soin dans son travail. Sur le chantier, il respecte les consignes de sécurité et manipule avec précaution les outils et les produits. Juché parfois en hauteur, il ne doit pas être sujet au vertige.

****

**CAP APR. Agent Polyvalent de Restauration.**

L'agent polyvalent de restauration prend en charge, sous l'autorité d'un responsable, la préparation des repas dans les établissements de restauration rapide ou de vente à emporter, la restauration collective et les entreprises de fabrication de plateaux-repas.

En production, il réceptionne et entrepose les produits ou les plats préparés. Il assemble et met en valeur des mets simples, en respectant la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité. Il les conditionne et remet à température les plats cuisinés.

En entretien, il nettoie et range les ustensiles de production et les locaux. Ce professionnel doit supporter un rythme de travail rapide et la station debout, tout en restant disponible pour la clientèle.



**CAP Carreleur mosaïque**

Le carreleur mosaïste réalise le revêtement des sols et des murs aussi bien à l'intérieur (cuisines, salles de bains…) qu'à l'extérieur (façades, terrasses…). Il peut travailler dans une entreprise spécialisée en revêtement ou dans une entreprise de maçonnerie, de plâtrerie ou de peinture.

Hormis la préparation (découpe des carreaux) et la pose de carrelage, il effectue des petits travaux de maçonnerie pour la préparation du support sur lequel sera posé le revêtement : pose d'une chape pour éviter les infiltrations d'eau, construction d'un mur. Pour finir, il vérifie l'alignement, le niveau, la qualité des coupes et l'esthétisme général de son travail.

****

**CAP Maintenance Bâtiment de collectivités.**

Le titulaire de ce diplôme exerce son activité dans les bâtiments gérés par des collectivités (communes, hôpitaux, entreprises, complexes touristiques…). Il peut intervenir sur les structures fixes (gros œuvre, second œuvre), les structures mobiles (ouvertures, mobilier), les réseaux et appareillages concernant la plomberie, le chauffage, l'électricité.

Il peut se voir confier des travaux de maintenance préventive : vérification, contrôle, entretien. En cas de dysfonctionnement, il est capable de localiser la panne et d'en évaluer la gravité. Il est à même de procéder aux réparations n'impliquant pas de modification technique, de remplacer un élément défectueux, de transmettre des informations à sa hiérarchie. Il doit tenir à jour les fiches d'entretien.

****

**CAP Voirie et réseaux divers**

Son activité principale consiste à réaliser la pose de différents types de réseaux puis de revêtement de sol, en participant à tout ou partie des tâches d'un chantier (signalisation, implantation, conduites d'engins, pose de bordures et de pavés, réalisation de petite maçonnerie, pose de réseaux divers, etc.) Le constructeur en Voirie et Réseaux Divers travaille au sein d'une entreprise de Travaux publics et sur des chantiers de différentes tailles, au grand air. Il doit aimer le travail en équipe et accepter de vivre selon le rythme du chantier, dans un environnement varié, en ville ou à la campagne.

****

**CAP Maintien des matériels option matériels de parcs et jardins.**

Ce professionnel prépare et organise ses interventions sur les engins. Il assure leur entretien et leur réparation. Il change des éléments, des organes ou des pièces lors de la dépose-repose ou du démontage-remontage de sous-ensembles. Il réalise des mesures simples et des contrôles sur les parties mécaniques, électriques, hydrauliques ou pneumatiques. En fin d'intervention, il sait rendre compte à sa hiérarchie et à son client. Il peut travailler dans une entreprise de maintenance, de location ou de distribution de matériels agricoles, une entreprise de parcs et jardins, de bâtiment, de travaux publics ou de manutention.

La maintenance des motoculteurs, tondeuses, taille-haies et tronçonneuses constitue le cœur de l'activité de l'agent titulaire de l'option matériels de parcs et jardins.

****

## CAP Blanchisserie.

Le titulaire de ce CAP est un spécialiste de l'entretien et du traitement du linge en blanchisserie de détail ou de gros.

Les connaissances acquises au cours du diplôme lui permettent d'occuper, sous le contrôle d'un responsable, tous les postes de travail relatifs aux activités de réception du linge, de lavage, de finition, de maintenance et d'expédition. Ces activités consistent à réceptionner, marquer, trier le linge ou les articles selon la matière et la capacité des matériels. Il identifie les taches et les traite, lave et essore le linge en choisissant le programme correspondant, règle et contrôle les machines. Il assure les finitions (séchage, repassage, pressage, pliage). Il contrôle le nettoyage et organise le stockage et la livraison.

# 6. Le fonctionnement de l’U.L.IS.S L.pro.

Un principe affirmé : Densifier et diversifier l’offre de formation post-U.L.I.S. Collège.

Une priorité :

Rendre accessible aux élèves handicapés les formations dispensées en Lycée Professionnel pour :

- Permettre la construction et la consolidation de l’autonomie personnelle et sociale du jeune.

- Développer les apprentissages sociaux, scolaires et l’amélioration des capacités de communication.

- Suivre et valider tout ou partie du CAP (cf. : Attestation des compétences professionnelles acquises).

- Concrétiser à terme un projet d’insertion sociale concerté, en milieu ordinaire ou protégé.

## Modalités de scolarisation.

- Inscription dans une division CAP.

- L’élève est inscrit pour l’ensemble des enseignements de sa division CAP pour la mise en œuvre de son PPS.

- Son emploi du temps peut être modulé selon les indications du PPS, Projet Personnalisé de Scolarisation.

- Des aménagements peuvent être prévus : aménagement pédagogiques, aménagements d’examens, ...

- Des compensations (CDA) peuvent être mises en place : AVS, matériel adapté, transport adapté ... Attention, les AVS ne peuvent participer à la période de formation en entreprise.

- RQTH, Reconnaissance Qualité de Travailleur Handicapé, est recommandée pour les stages en entreprise.

- L’élève est engagé à priori pour le CAP complet. C’est « chemin faisant » et lors des validations que les compétences pourront être évaluées et validées de façon indépendante (cf. circulaire : modèle d’Attestation des compétences professionnelles acquises).

# 7. Les aménagements pédagogiques

## Les évaluations

[Les évaluations](http://www.banqoutils.education.gouv.fr/recherche/rechmultia.php) mises en place par l’enseignant constituent un outil permettant de définir des objectifs pédagogiques inscrits dans le PPS. Elles sont un moyen efficace de mettre en œuvre des stratégies pédagogiques opérantes qui fournissent aux enseignants des repères pour comprendre les types d'erreurs commises par l’élève handicapé afin de le soutenir dans ses progrès, d’augmenter sa motivation et sa confiance en lui. Pour les élèves présentant des troubles les évaluations peuvent prendre la forme d’observations ciblées, de questionnaires (à l’oral, QCM, informatisés) de dictée à l’adulte ou toute autre forme susceptible de renseigner l’enseignant sur les compétences de l’élève dans le cadre du socle commun de connaissances et de compétences. Il faut veiller à ce que l’élève ait accès à la compréhension des consignes et à l’adaptation des supports à ses besoins.

## La mise en œuvre

Les enseignants se sentent souvent démunis lorsqu’ils doivent scolariser un élève handicapé. Il n’y a pas de réponse commune à tous, chaque élève est unique. L’inclusion d’un élève handicapé dans sa classe ne signifie pas qu’il faille changer complètement sa façon d’enseigner. Cependant cela implique des aménagements. De ce fait, cet élève peut être perçu comme ayant un statut privilégié. Devant cette situation, il paraît souhaitable de préparer l’arrivée de cet élève en expliquant à ses pairs, et avec l’accord de l’élève concerné et sa famille, quelles sont ses particularités. Il s’agit d’expliquer la nature du trouble, les difficultés de concentration ou de comportement. Les élèves accepteront plus facilement la différence et un système de tutorat pourra se mettre en place. La qualité de l’accueil et de l’environnement scolaire permettra à l’élève ayant des troubles , de s’adapter au rythme commun, d’ajuster au mieux ses conduites. L’enseignant devra fixer un cadre de travail dans lequel l’élève pourra se repérer et acquérir des habitudes. La présence d’un élève handicapé dans la classe amènera tous les élèves à poser un autre regard sur la différence. Ils trouveront là l’occasion d’exercer leur esprit civique, d’apprendre la solidarité, le respect de l’autre.

Des adaptations sont nécessaires tant sur le plan pédagogique que sur le plan technique. Pour scolariser un enfant handicapé, l’enseignant va devoir :

**Adapter et s’adapter** (pratiques de classe, les situations proposées); différencier sans exclure.

**Evaluer** (rechercher les potentialités) pour ajuster ce qu’il va proposer à l’élève.

Appuyer sa **démarche pédagogique** et didactique sur les éléments de mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation (PPS), définis lors de l’équipe de suivi de scolarisation.

**Recueillir** et prendre en compte les informations transmises par les personnes ayant une connaissance de l’enfant, particulièrement celles émanant de la famille.

La situation d’apprentissage comporte plusieurs aspects interdépendants : affectif, social et cognitif. Les difficultés manifestées, subies par la classe, par l’enseignant et surtout par l’élève lui-même, nécessitent que soit posé clairement un cadre contenant, réassurant, sécurisant.

Voici quelques exemples d’adaptations : ces outils et aménagements pédagogiques doivent être personnalisés et correspondre aux besoins de l’élève, à ses capacités et à ses attentes. Il ne s’agit pas de toutes les appliquer. Ces actions peuvent également être profitables à tous les élèves en difficulté.

Attention, il est important de ne pas rester seul face aux difficultés rencontrées. La réflexion collective, portée par l’équipe pédagogique et l’ensemble des professionnels concernés par la mise en œuvre du PPS, peut permettre de trouver des recours adaptés à des situations complexes.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Attitudes communes** |  | **Aménagements (en fonction des besoins des élèves)** |  |
|  |  | . Construire des emplois du temps, individualisés, complets et |  |
|  |  | explicités. |  |
|  |  | . Prévoir les différents horaires, et clairement les formuler (emploi du |  |
|  |  | temps personnalisé, préciser les domaines d’enseignement ou de |  |
|  |  | matière, leur forme, fréquence) à partir d’un code couleur par |  |
|  |  | exemple. |  |
|  |  | . Signaler explicitement le début et la fin des activités habituelles de la |  |
|  |  | classe (outils de visualisation du temps). |  |
|  |  | . Aider à la compréhension des moments d’attente pendant les temps |  |
|  |  | d’apprentissage, en verbalisant la succession des tâches qui vont être |  |
|  |  | demandées. |  |
| Structurer et gérer |  | . Anticiper et expliquer les changements, dans la mesure du possible. |  |
| l’environnement temporel |  | Envisager pour certains élèves, l’aménagement du cadre temporel : |  |
|  |  |  |
|  |  | cela peut passer par des temps de scolarisation partiels (PPS). |  |
|  |  | . Tendre à atténuer les causes susceptibles d’amplifier les difficultés d’apprentissage de l’élève. |  |
|  |  |  |  |
|  |  | (difficultés à se concentrer, longues périodes d’immobilité, la faim, la fatigue..) en prévoyant des |  |
|  |  | activités variées ; moduler temps courts/temps longs ; temps |  |
|  |  | collectifs/temps individuels ; temps d’apprentissage/temps permettant |  |
|  |  | de récupérer, voire même de ne rien faire si l’élève en a besoin. |  |
|  |  | . Aménager les temps de récréation lorsque cela est nécessaire (il |  |
|  |  | peut y avoir 2 récréations au lieu d’une seule). |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  | . Adapter la classe et/ou l’espace de travail en fonction des activités |  |
|  |  | (espace d’échanges, de travail individuel, d’activités précises). |  |
|  |  | . Aménager les lieux, prévoir un « sas » lorsque la tension est trop |  |
|  |  | vive pour permettre à l’élève de « récupérer » : anticiper la possibilité |  |
|  |  | pour lui de quitter la salle pour se rendre dans un autre lieu, déterminé |  |
|  |  | en amont en équipe et avec l’élève (à l’infirmerie, dans une autre |  |
| Structurer et gérer |  | classe pour une activité précise, dans le bureau du CPE…) afin |  |
| l’environnement spatial |  | d’éviter une crise et de lui permettre de s’apaiser. Préciser les |  |
|  |  | conditions d’accès (seul, accompagné,…), les modalités et l’objectif |  |
|  |  | donné à l’élève. |  |
|  |  | . Choisir l’emplacement physique de l’élève avec soin : tenir compte |  |
|  |  | de l’élève assis à côté de lui, des distractions physiques possibles, de |  |
|  |  | la place qu’il a pour bouger et de sa proximité avec l’enseignant. Il est |  |
|  |  | important de ne pas isoler l’élève handiapé, afin de ne pas entraver |  |
|  |  | les interactions positives avec les autres élèves. |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Attitudes communes** |  | **Aménagements (en fonction des besoins des élèves)** |  |
|  |  |  | . Organiser très tôt dans l’année scolaire des activités pour que tous |  |
|  |  |  | les élèves apprennent à se connaître (travail de groupe, activités |  |
|  |  |  | sportives) |  |
|  |  |  | . Penser à l’aménagement du cadre. Il doit être contenant et |  |
|  |  |  | sécurisant, avec des règles claires et justes (règlement de |  |
|  |  |  | l’établissement et de la classe) construit et écrit avec les élèves). |  |
|  | Structurer et gérer les relations |  | Définir les droits, les devoirs, les réparations et les éventuelles |  |
|  |  | sanctions positives ou négatives. Être attentif à ce que le règlement |  |
|  | sociales et affectives |  | soit appliqué, qu’il soit clair, court et cohérent. |  |
|  |  |  | . Lorsque l’objectif est atteint, ne pas hésiter à faire évoluer ces |  |
|  |  |  | règles et leur application, cela participe du renforcement positif. |  |
|  |  |  | . Verbaliser l’implicite, en particulier sur le plan affectif et relationnel. |  |
|  |  |  | . Mettre en place un contexte de travail favorisant la coopération et de |  |
|  |  |  | la confiance au sein du groupe et avec l’adulte (construire des |  |
|  |  |  | valeurs). |  |
|  |  |  | . Valoriser les comportements adaptés autant que sanctionner ceux |  |
|  |  |  | qui sont inadaptés. |  |
|  |  |  | . Valider positivement, régulièrement et fréquemment les acquis |  |
|  |  |  | cognitifs et comportementaux. |  |
|  |  |  | . Avoir des attentes accessibles par l’élève, donc adaptées à sa |  |
|  | Soutenir et renforcer les |  | situation (contrats de comportement par exemple). |  |
|  |  | . Se rappeler que les adultes jouent le rôle de modèle et renforcent |  |
|  | comportements attendus |  |  |
|  |  | les comportements responsables et respectueux. |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  | . Rester à l’écoute de l’élève, de ses préoccupations, afin qu’il sache |  |
|  |  |  | que l’enseignant en mesure de discuter avec lui. |  |
|  |  |  | . Renseigner les parents en leur transmettant régulièrement un |  |
|  |  |  | document d’information, comportant les projets actuels, le contenu du |  |
|  |  |  | programme, les attentes en matière de comportement et de réussites |  |
|  |  |  | scolaires et organiser des rencontres régulières avec eux. |  |
|  |  |  | . Anticiper la gestion des comportements difficiles chroniques : |  |
|  |  |  | assurer des plans de prévention en équipe. Faire preuve de constance |  |
|  | Prévenir et gérer les |  | et de fiabilité dans les réponses apportées aux comportements. |  |
|  |  |  |  |
|  | débordements |  | . Adopter, au sein de l’équipe pédagogique, une attitude commune |  |
|  |  |  | dans les modalités de prise en compte des manifestations |  |
|  |  |  | comportementales afin de permettre à l’élève de construire des |  |
|  |  |  | repères sociaux stables et structurants. |  |



**Adaptations des attitudes)**

Rester maître de soi permet de diminuer l’agressivité : ce n’est pas la personne, mais la fonction qui est visée.

Gérer les problèmes de comportement mineurs d’une manière positive et immédiate (ne pas différer une sanction).

Proposer des sanctions qui soient éducatives (travaux d’intérêt général, ranger la bibliothèque centre documentaire (BCD) ou le centre de documentation et d’information (CDI), faire un exposé qui peut être présenté, en lien avec la situation…).

Réfléchir et faire réfléchir à la finalité de la sanction.

Assurer le bon fonctionnement et la sécurité du groupe.

Permettre à l’élève de percevoir le manquement aux règles de fonctionnement du groupe et ses conséquences (matérielles, relationnelles, affectives …).

Faire réparer le préjudice subit (prendre en compte la victime et faire prendre conscience du ressenti de celle-ci).

Permettre la réinsertion dans le groupe.

**Ressources**

Accompagner un élève ayant des troubles des comportements et des conduites

<http://www.pedagogie04.ac-aix-marseille.fr/ASH/IMG/pdf/G-_Accompagner_un_eleve_ayant_des_troubles_du_comportement_et_de_la_conduite.pdf>

Élèves aux comportements perturbateurs dans le classe : de la difficulté au trouble

<http://sylviecastaing.chez.com/comportement.htm>

« Stratégies d’intervention auprès des élèves présentant des comportements et attitudes scolaires inappropriés » Académie de Toulouse

<http://www.ac-toulouse.fr/automne_modules_files/pDocs/public/r12255_61_tcc_document.pdf>

Troubles des comportements / guide pour la mise en œuvre des parcours de scolarisation et de formation UNLAG

<http://alefpa.on-web.fr/ecim-alefpa/upload/2a0a0798dd43023ab30bdd4a777f4225les%20troubles%20du%20comportement.pdf>

# 8. Les démarches pédagogiques

# 9. Les différentes étapes de préparation à l’orientation en collège.

Ces dispositions sont à intégrer au PDMF. Cf « Les quinze repères pour la mise en œuvre du parcours de découverte des métiers et des formations » :

http://eduscol.education.fr/cid49550/presentation.html

En collège le choix peut-être fait d’une sortie de l’élève sans que sa classe de référence soit une classe de troisième, mais en fonction de son âge. Si les apprentissages scolaires ne peuvent plus progresser, il est inutile de maintenir l’élève et d’émousser sa motivation. C’est l’occasion de le réinsérer dans sa classe d’âge.

Plus que pour tout élève l’annonce de la fin du collège génère de l’anxiété et a besoin d’être préparée avec le jeune et sa famille.

## Dès la classe de 6è /5è :

Lors de la première équipe de suivi :

-  Présenter les différents dispositifs d’orientation.

-  Indiquer qu’il reste deux ans de collège pour construire ensemble le projet  d’orientation.

Dans l’année : - Organiser des stages de découverte de l’entreprise de 2 ou 3 jours. Le DISPEH77 planifie sur l’année des stages accessibles aux élèves, via des plateaux techniques en IMPRO et/ou SEGPA.

- Faire intervenir le COP. - Rencontrer le référent ULIS Pro.

Année N-1 :

-  Comme pour tout élève de troisième, stage de découverte de l’entreprise, en lien avec le projet d’orientation, d’une durée de 5 jours.

-  Mini-stages en lycée professionnel accompagné de l’AVS ou du coordonnateur d’ULIS.

-  Validation du projet par le médecin scolaire.

-  Visites des structures par l’élève mais aussi par sa famille.

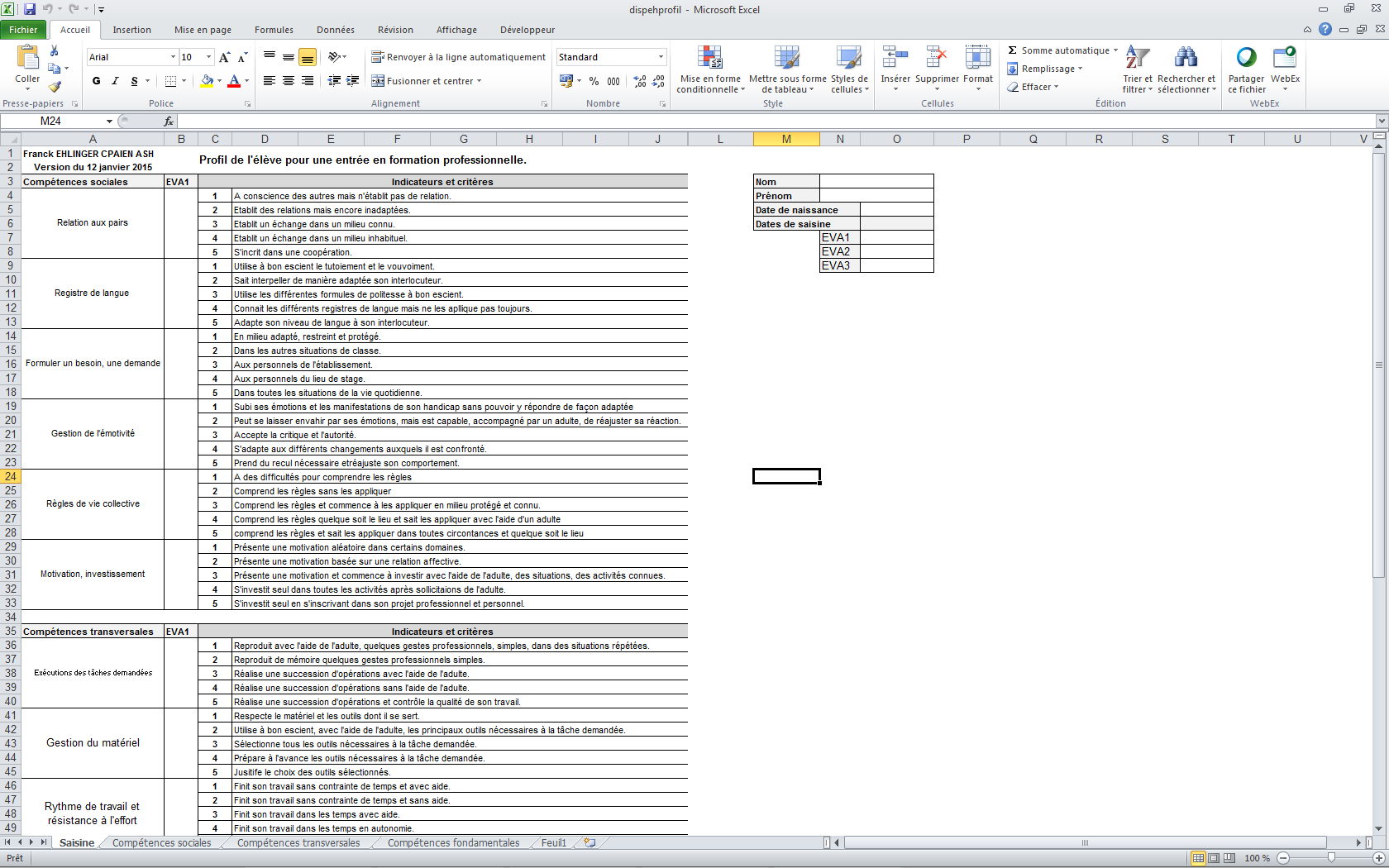
-  Dossier MDPH pour la validation de la notification ULIS Pro.

-  Faire une équipe de suivi avec le lycée professionnel.

## Ce qui serait souhaitable :

Quand l’affectation est définitive, une réunion de coordination entre le coordonnateur d’ULIS et le professeur d’enseignement professionnel s’avère nécessaire. Tout au long de l’année dans le cadre des ESS faire le lien avec tous les intervenants : soignants, SESSAD, ...

# Un outil nécessaire :



*      

